

Tenant sa 93<sup>e</sup> session ordinaire

# Le CESE plaide pour une Stratégie nationale de l'économie bleue durable et inclusive

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) vient d'adopter un nouveau rapport relatif à l'économie maritime. Intitulé «L'économie bleue : pilier d'un nouveau modèle de développement du Maroc», le nouveau rapport plaide en faveur de l'adoption d'une stratégie nationale de l'économie bleue durable et inclusive.

**L**e nouveau président du Conseil économique social et environnemental, Ahmed Réda Chami, a assisté à l'adoption du premier rapport de son mandat. En effet, le Conseil, qui a tenu sa quatre-vingt-treizième session ordinaire vendredi dernier à Rabat, a adopté à l'unanimité le projet de rapport de l'autosaisine sur «L'économie bleue : pilier d'un nouveau modèle de développement du Maroc».

Revenant sur les détails du nouveau rapport, un communiqué du CESE affirme que sa réflexion part de l'objectif «d'identifier, de valoriser et de développer les potentialités de l'économie bleue afin d'en faire un pilier du modèle de développement du Maroc de demain». C'est ainsi que le rapport affirme qu'avec deux façades maritimes s'étendant sur 3.500 km de littoral, 2 millions de km<sup>2</sup> de zone économique maritime exclusive, un patrimoine halieutique important et des ressources énergétiques fossiles et renouvelables, «le Maroc jouit d'un important capital maritime».

Prônant l'adoption d'une Stratégie nationale de l'économie bleue durable et inclusive, le CESE la veut adaptée aux vocations régionales et déployée autour des secteurs économiques traditionnels. Dans ce sens, les experts du Conseil ont mis en avant des secteurs tels que la pêche,



Le rapport du CESE a mis en exergue l'importance d'introduire les métiers de l'économie bleue dans l'éducation et la formation professionnelle.

le tourisme et les activités portuaires. Les projets relatifs à la mise en œuvre de cette stratégie devraient être élaborés en concertation à la fois avec les citoyens et les acteurs concernés, tout en ayant pour premier objectif de favoriser l'accès aux services et aux ressources maritimes de toutes les catégories sociales, lit-on sur le communiqué du CESE.

Dressant une série de recommandations pour une meilleure mise en œuvre de la stratégie qu'il propose, le Conseil insiste sur l'importance d'assurer une meilleure valorisation des produits de la mer. Dans ce sens, il propose «le développement d'une aquaculture écoresponsable, d'une offre de services portuaires en soutenant le développement du pavillon marocain et en encourageant le déploiement d'écosystèmes intégrés pour la construction et la réparation navale». Le Conseil suggère

également de réorienter progressivement le développement de l'offre touristique balnéaire, d'en réduire l'impact sur les écosystèmes environnementaux et de développer de manière forte l'écotourisme à travers les activités sportives, balnéaires, de découverte, tout en impliquant la communauté locale en amont.

Le rapport du CESE a également mis en exergue l'importance d'introduire les métiers de l'économie bleue dans l'éducation et la formation professionnelle, en créant davantage de cursus universitaires spécialisés dans les domaines maritimes, pour une main-d'œuvre bleue qualifiée et compétente. Durant son assemblée, le Conseil a également présenté et discuté son projet d'étude sur l'approche parlementaire du nouveau modèle de développement. ■